La lettre de
Média Santé
SUPPLEMENT PATRIMOINE

Hebdomadaire spécialisé de références fiscales, sociales, juridiques et patrimoniales du médecin

N° P749– 23/01/2009

Et si 2009 était meilleure que 2008 ?

Après une année 2008 particulièrement éprouvante sur les plans financier et économique, et malgré la morosité ambiante, je vous propose de commencer cette année en recevant mes meilleurs vœux pour 2009. Et pour éviter que ces vœux soient vains, ce premier article de l'année est consacré à ce qu'il pourrait vous arriver très prochainement. Mais attention, le pire n'est jamais certain ! Alors, courage, c'est quand tout semble perdu que l'espoir renaît.

Bilan 2008

Bilan catastrophique ! Inutile de s'étendre plus en détails, tous les médias en parlent à longueur de journée. L'indice de la bourse de Paris (le CAC 40) a perdu 42,68 %, ce qui est un record. Dans le même temps, il a battu des records de hausse en une journée, ainsi que de baisse. En clair, il est devenu fou ! Ou plutôt, les investisseurs sont devenus fous. Je sais bien que ce terme ne plait guère aux médecins, alors disons que les acteurs des marchés financiers ont agi et réagi de façon irraisonnée, perdant tout sang froid. Et comme à toute chose, malheur est bon, cela a mis à jour des agissements peu scrupuleux. Certes, cela a engendré des scandales financiers, mais plus tôt ils étaient mis à jour, mieux cela valait pour l'avenir. Au final, on peut espérer que l'économie mondiale en sortira certes affaiblie, mais épurée de toxines cancérigènes.
Toutefois, ne rêvons pas. Si, au mieux, nous trouvons quelques vaccins pour éviter que certaines choses se reproduisent, ne doutons pas de l'intelligence de l'homme pour trouver de nouveaux montages financiers capables de déjouer les sécurités mises en place.
En résumé, nous sommes en crise, mais nous finirons par nous en sortir… pour être, à nouveau, un jour en crise. C'est ainsi depuis la nuit des temps, et je ne crois pas que l'homme changera dans les prochaines années. Pour les plus pessimistes, je leur dirais que, malgré tout ce que l'on entend, il ne faut pas oublier qu'il y a toujours eu une sortie de crise.

Quels sont les espoirs pour 2009 ?

Parce qu'il y aurait de l'espoir ? Je le concède, mes propos sont très contrariants par rapport à tout ce que l'on entend. Mais n'oubliez pas qu'un baromètre remonte avant que le beau temps ne revienne. Et le meilleur moment pour investir sera toujours lorsque le baromètre est au plus bas. Je ne peux évidemment pas vous dire si nous sommes au plus bas car je n'ai aucun don de voyance. Par contre, ce que je peux vous dire c'est que nous sommes très bas, que la morosité est à son maximum et que tout le monde sait que le début de l'année 2009 sera très mauvais. Or, voilà un premier signe : quand l'homme de la rue connaît une nouvelle, c'est quelle est largement prise en compte par les marchés. On peut s'en rendre aisément compte dans la lecture des cours de la bourse depuis le premier janvier. Alors que les mauvaises nouvelles s'accumulent, la bourse n'a jamais été aussi en forme depuis deux mois. Pourquoi ? Parce que le marché avait intégré dans les cours les mauvaises nouvelles attendues. Quand cela arrive aux oreilles du grand public, cela fait plusieurs mois que les cours de la bourse ont pris cela en compte. En moyenne, l'anticipation est d'environ neuf mois. Ainsi, si vous estimez que la reprise économique se fera fin 2009, il faut investir en février-mars.

Quels sont les signes de reprise ?

Exercice particulièrement difficile car tous les voyants ne sont jamais tous rouge ou vert. Certains changent de couleur alors qu'ils n'auraient pas dû et les évènements géopolitiques peuvent anéantir un scénario de reprise bien établi. Aussi, c'est à chacun de faire sa propre conclusion et de décider, in fine, s'il doit investir ou pas. Une fois votre décision prise, je suis là pour vous guider dans la démarche, mais le premier pas ne peut venir que de vous. Un peu comme un malade qui ne va pas voir un médecin : personne n'ira lui mettre d'office le médicament dans la bouche. Voici donc, à mon avis, les signes d'espoir :

La suggestion de Frédéric Segoura
Conseil indépendant en gestion de patrimoine

Comment investir pour profiter au mieux des marchés ?

Si, après avoir lu cette analyse, vous pensez comme moi que la fin du capitalisme n'est pas pour demain et que toutes les entreprises ne vont pas fermer en 2009, si vous pensez que nous sommes en bas de cycle et que, malgré des perturbations possibles dans les semaines ou mois qui viennent, l'économie va finir par repartir, alors il est temps pour vous de réfléchir à la façon d'investir pour profiter au mieux de ce contexte particulier. Deux cas de figure principaux peuvent se présenter.

- Vous disposez immédiatement d'une somme à investir. Dans ce cas, n'attendez pas : investissez tout de suite mais seulement une petite part sur les marchés financiers. Par exemple, dans le cadre d'un contrat d'assurance vie, investissez 10 à 20 % de votre somme et gardez le reste sur le fonds en euros. Vous profiterez de chaque creux de marchés pour vous placer à ce moment-là.

- Deuxième cas de figure : vous n'avez pas réellement de disponibilité, mais vous pouvez tout à fait dégager quelques dizaines d'euros par mois (par exemple 50 € par mois). Évidemment, même une hausse de 10 % ne représente que 5 € de plus dans votre poche. Aussi, il ne s'agit pas de vous faire miroiter une vie de rentier dans 2 ans. Pour autant, vous auriez tort de négliger cet effort d'épargne sous prétexte que ça ou rien, c'est pareil. Car cette épargne indolore devient en quelques années une somme non négligeable. Et surtout, cela vous permet de profiter des creux de la bourse avec un minimum de risque puisque vous investissez tous les mois, et de faire tourner le compter temps afin de profiter d'avantages fiscaux sur les plus values réalisées à travers vos placements. Alors n'attendez pas plus longtemps et contactez-moi rapidement pour recevoir une proposition d'investissement. ■

patrimoine@media-sante.com

La faiblesse des marchés. On en entend souvent parler. Mais c'est un critère que je prendrais toutefois avec précaution car il met en jeu des calculs discutables. Ainsi, quand on regarde le rapport cours/bénéfices pour estimer le prix d'une action, on prend le cours du jour avec les bénéfices de l'année passée. Or, ces bénéfices ne tiennent pas encore compte de la crise. Cela fait donc croire que l'action est bon marché alors que, finalement, elle apparaîtra chère avec le même cours dès la publication des nouveaux bénéfices si ceux-ci ont beaucoup fondu. C'est ainsi que l'on attend au cours du premier trimestre 2009 des publications de bénéfices en baisse de 20 à 40 % par rapport à l'année précédente. Les cours actuels en tiennent compte. Si la baisse est moins importante que prévue, la bourse va s'envoler. Si la baisse est supérieure aux attentes, la bourse va s'effondrer. Si les résultats sont conformes, la bourse réagira en fonction des anticipations pour le trimestre suivant. Donc, oui, les marchés sont peu chers mais uniquement en fonction des critères futurs estimés. Il convient donc d'être prudent.

La baisse des taux. On vous en parle peu et pourtant c'est un évènement qui a débuté il y a 3 mois et qui est d'une ***ampleur gigantesque***. Pour vous donner un aperçu, on a perdu en un trimestre ce que l'on avait mis environ deux ans et demi à gagner au prix d'une hausse de taux que l'on qualifiait de très forte. On commence à peine à le sentir dans la vie quotidienne. Mais ce n'est qu'un début. Dès le 1er février, beaucoup de choses vont changer. Le premier signe sera la baisse des taux administrés, Livret A en tête. Sa rémunération est actuellement fixée à 4 %. C'est un taux net d'impôt et de prélèvements sociaux. Dès le 1er février, ce taux va baisser fortement. Dans mon précédent article, j'annonçais déjà une baisse importante avec un taux qui pourrait descendre à 3 %. *Je rectifie : la baisse pourrait être encore plus importante et le taux pourrait être divisé par deux pour s'établir à 2 % !* Il y a bien une règle de calcul pour éviter tout dérapage politique, mais, hélas, il semble plus facile de faire de la démagogie que de la pédagogie. Car, on peut le parier, la baisse du taux de rendement du Livret A va obligatoirement déclencher les foudres de ceux qui n'ont jamais appris à compter à l'école. Pourtant, le principe même du Livret A est d'offrir un rendement de manière à compenser l'inflation. Or, si l'inflation moyenne en 2008 devrait être autour de 2,8 %, elle est de 1,6 % en instantanée. Donc, pas de raison d'aller au-delà de 2 %, même si le taux politique retenu sera de 2,5% (pour quelques semaines seulement ?).

De plus, un rendement élevé du Livret A détourne l'épargne longue à son profit. Je pense en particulier aux fonds euros des assurances vies. Or, l'État à justement besoin de vendre ses obligations pour relancer l'économie. Donc, un taux trop élevé du Livret A gène la reprise et accentue le chômage. Enfin, comme l'argent du Livret est destiné au logement social, on peut légitimement se demander s'il est préférable de bien rémunérer les économies de ceux qui ont de l'argent (même si c'est peu) plutôt que de donner un toit à ceux qui n'en ont pas. Tous ces arguments militent donc pour une baisse importante du taux du Livret A, au-delà de tout discours politique. Mais on sait bien que la politique n'applique pas forcément le bon sens économique. Tout ceci devrait contribuer à rendre l'argent moins cher et donc intéressant à emprunter.

La prise en compte mondiale. Il faut faire reconnaître à tous les détracteurs de la mondialisation que jamais autant de moyens financiers et politiques n'ont été mis en œuvre au niveau planétaire pour affronter une crise économique. Il est encore beaucoup trop tôt pour énoncer une quelconque conclusion sur le bien-fondé des choix qui ont été faits, mais il faut reconnaître que la mondialisation des échanges fait que tout le monde est impliqué et, du coup, se démène pour soigner le malade. On peut légitimement espérer qu'une telle débauche de moyens ne peut rester sans effet positif.

L'interventionnisme des États. Les politiques de contrôle et les interventions des États devraient contribuer à rétablir un climat de confiance propice à une bonne santé économique. Les États disposent de plusieurs leviers pour faire repartir l'économie. Celui de la baisse des taux est le plus facile, le plus rapide et le plus efficace à court terme. Néanmoins, ce n'est pas le médicament miracle et cela peut très bien ne pas suffire. L'injection de liquidités permet également de débloquer une situation sans issue. Mais cela se traduira plus tard par une hausse de l'inflation que l'on pourra compenser par une hausse des taux… mais qui ralentira l'économie donc augmentera le chômage. Cela laisse tout de même, à travers toutes les mesures qui sont prises, de bons espoirs d'une relance relativement rapide. Car, contrairement aux crises précédentes (et en particulier à celle de 1929 puisque l'on y fait beaucoup référence), les moyens mis en œuvre pour en sortir sont bien plus importants et ils sont concertés entre plusieurs états. Il n'y a donc aucune raison pour que la crise s'installe pendant de nombreuses années. Le scénario le plus catastrophique ? Que tout le monde imagine justement que la crise va durer et, du coup, arrête de consommer. Et comme la consommation représente l'essentiel de la croissance en France, cette attitude deviendrait alors la mère nourricière de la crise. ■

Publication hebdomadaire. 50 numéros par an. Edité et imprimé par : Média-Santé SA, 13 Place des Arts, 74200 Thonon-les-Bains. Directeur de la publication :Pascal Lamperti. Prix de vente au numéro : 5 €. Abonnement annuel : 195 €. Tarif réduit médecins remplaçants : 140 €. N° CPPAP : 0912 I 87099

Attention : les textes ci-dessus sont protégés par un copyright

Etes-vous pour le photoco… pillage ?

Ami lecteur. Notre *Lettre* spécialisée est largement photocopiée et dupliquée. D'un côté, cela montre à quel point sa qualité est appréciée et son utilité reconnue. Rien d'étonnant à cela : c'est la seule publication spécialisée réellement indépendante destinée aux médecins dans ce domaine. C'est-à-dire sans aucun recours à la manne publicitaire directe, ou plus insidieuse, indirecte.

Et d'un autre côté, la duplication *sans autorisation* de notre *Lettre,* outre qu'elle est illégale, nous prive des ressources financières correspondantes et, au final, vous prive d'informations décisives en matière de gestion. ***Notre indépendance et la qualité de cette Lettre reposent sur nos seuls lecteurs abonnés.*** C'est-à-dire sur ceux qui sont prêts à mettre le prix dans de l'information de qualité, hautement rentable. Pour les autres, opportunistes et adeptes du photoco-pillage, voici quelques rappels utiles, afin de leur éviter la surprise d'une citation en justice au titre du Code de la propriété intellectuelle par notre service juridique…

- **Lecteurs individuels** : la reproduction de tout ou partie de la présente *Lettre* n'est autorisée qu'en vue d'un usage exclusivement personnel et individuel. La duplication par mailing-liste est notamment strictement interdite.

- **Lecteurs institutionnels** (Ordres des médecins, Syndicats, Associations professionnelles, Enseignants du 3ème cycle, etc.) et sociétés commerciales (presse médicale, sites Internet, etc.) : les contenus de la présente *Lettre* sont protégés : il est interdit de les reproduire intégralement ou partiellement sur quelque support que ce soit, y compris les sites Internet, *sans autorisation expresse de Média-Santé* (art. L 122-4, L 122-5 et L 335-3 du Code de la propriété intellectuelle – Ce délit est puni de 3 ans de prison et 300 000 € d'amende. ■